

**EUROPEAN FOREST INSTITUTE**

**TENDER SPECIFICATIONS**

**PROCUREMENT REFERENCE NUMBER 01-15.2-2023-ALA**

Facilitateur FLEGT en République Centrafricaine

---

## **1. TERMES DE REFERENCE**

---

### **1.1 Introduction**

L'Institut européen de la forêt (EFI) est une organisation internationale dont le siège est à Joensuu, en Finlande. L'EFI héberge le programme de soutien financé par l'Union européenne (UE), nommé Facilité VPA Africa - Latin America, dont l'équipe est basée à Bruxelles.

Dans le cadre de ces termes de référence, la Facilité VPA Africa - Latin America soutient la République centrafricaine et l'UE, représentée par la Délégation de l'UE en République centrafricaine et la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne, dans la mise en œuvre effective de l'Accord de partenariat volontaire (APV) sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT) entre l'UE et la République centrafricaine.

L'Union européenne (UE) a adopté le Plan d'action de l'Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) en 2003. L'un des instruments de coopération avec les pays partenaires sont des Accords de partenariat volontaire (APV). Un APV est un accord commercial bilatéral juridiquement contraignant entre l'UE et le pays producteur de bois qui vise la mise en place de autorisations FLEGT, qui garantissent que seuls les produits ligneux de source légale sont importés dans l'UE. L'UE et ses États membres soutiennent les pays partenaires dans la préparation et la mise en œuvre des APV, notamment en vue d'améliorer la gouvernance et l'application de la loi et de mettre en place un Système de Vérification de la Légalité (SVL). Ce système comporte la définition de la légalité, des contrôles de la chaîne d'approvisionnement, vérification de la conformité, afin de permettre la délivrance des autorisations FLEGT. Il est complété par un audit indépendant régulier de son fonctionnement.

L'APV FLEGT de la RCA a été signé le 28 novembre 2011, et est entré en vigueur le 1er juillet 2012. La crise politico-militaire de 2013 à 2015 a empêché le démarrage effectif de la mise en œuvre de l'Accord. Toutefois, le dialogue politique sur la gouvernance forestière et l'APV entre l'UE et la RCA a repris entre 2016 et 2018 et quelques activités faisant partie du cadre de l'Accord ont été financées par le programme FAO-UE-FLEGT.

En 2020, l'Union européenne a pu débloquer une enveloppe de 6,6 MEUR. Cette enveloppe a été déléguée à la FAO et le « Projet d'appui à la mise en œuvre de l'APV » a démarré en mai 2021. Aujourd'hui, l'objectif principal est de relancer pleinement les activités de l'APV et de redynamiser le dialogue politique entre les parties prenantes car le Comité Conjoint de mise en œuvre (CCMO) de l'APV ne s'est pas réuni depuis février 2018.

Dans le cadre du support de la VPA ALA Facility aux parties prenantes de la mise en œuvre de l'APV en RCA, EFI désire contracter les services d'un facilitateur, idéalement ressortissant de République centrafricaine ou d'un pays d'Afrique centrale, pour fournir un soutien et une expertise à la fois à l'UE et au gouvernement de la RCA ainsi qu'aux processus multipartites établis dans le cadre de l'APV.

### **1.2 Objectifs**

Le succès et la crédibilité de l'APV exigent que: (i) le large éventail d'actions envisagées dans l'Accord reste sur la bonne voie; (ii) les processus multipartites qui caractérisent l'esprit de l'APV soient maintenus et renforcés; (iii) les exigences des marchés internationaux en matière de preuve de la production légale de bois soient disponibles et comprises par les parties prenantes; (iv) les différents actions et projets soient coordonnés efficacement et toutes les parties impliquées. A ces fins, une

facilitation efficace est nécessaire pour aider les Parties à l'Accord à faire en sorte que ces exigences soient remplies.

Les objectifs de la mission sont de faciliter le processus d'implémentation de l'APV :

1. En supportant la tenue des instances de l'APV, la participation et l'implication effective de toutes les parties prenantes.
2. En assurant le suivi du processus APV et le reporting aux Parties.

### **1.3 Responsabilités et tâches**

1. Le facilitateur FLEGT soutiendra la mise en œuvre de l'APV entre la République centrafricaine et l'UE, et maintiendra une communication régulière entre les Parties de l'Accord. En particulier, le facilitateur FLEGT assurera les tâches suivantes :
  - 1.1. Faciliter l'engagement effectif et informé des parties prenantes nationales dans le dialogue et les consultations sur l'APV;
  - 1.2. Fournir un soutien efficace aux Parties, République centrafricaine et UE, pour l'organisation et le fonctionnement des instances de l'APV (CCMO, CNMOS etc.), leur permettant de suivre les progrès de la mise en œuvre du plan de travail multi-annuel de l'APV, d'identifier les problèmes, de comprendre les perspectives des parties prenantes, et leur fournir des informations pertinentes et opportunités dans le dialogue entre les parties ;
  - 1.3. Soutenir les interactions et la coordination entre le projet d'appui à la mise en œuvre de l'APV et l'ensemble des parties prenantes.
2. Assurer le suivi du processus FLEGT et le reporting aux Parties :
  - 2.1. Assurer que les parties prenantes aient régulièrement accès aux informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'APV et de son plan de travail annuel, afin de maximiser leur engagement effectif ;
  - 2.2. Assurer la coordination de la rédaction du Rapport annuel conjoint 2022 de l'APV ;
  - 2.3. Appuyer les parties prenantes nationales dans leur structuration, leur organisation et leur représentativité afin que tous puissent disposer de l'information existante et s'assurer de la bonne prise en compte de leurs opinions lors des différents échanges ;
  - 2.4. Accompagner les parties prenantes nationales dans la réalisation des activités dont elles ont la charge dans leur cadre du plan de travail 2023 de l'APV ;
  - 2.5. Participer et rapporter régulièrement les avancements de la mise en œuvre de l'APV et de ses dynamiques aux Parties (UE, République centrafricaine) ;
  - 2.6. Assurer la liaison avec EFI pour faciliter leur mission de soutien de l'APV.

### **1.4 Reportage**

Le facilitateur FLEGT rapportera trimestriellement pour EFI sur l'évolution du plan de travail trimestriel (allocation de ressource) et des activités mises en œuvre.

Un rapport de démarrage sera requis après une période d'un mois, afin d'ajuster si besoin l'approche engagée. Il inclura un plan de travail trimestriel incluant un budget de travail pour les dépenses remboursables à mettre en œuvre durant le trimestre (voir détails ci-dessous).

En complément du reportage susmentionné, ainsi que de la communication régulière via des courriels et des appels téléphoniques avec EFI, le facilitateur FLEGT tiendra les Parties informées des avancées dans leurs domaines de soutien, des développements connexes et des obstacles potentiels avec l'APV.

### **1.5 Timing et ressources financières**

Le début indicatif du contrat est prévu en mars 2023 pour un maximum de 170 jours de travail jusque fin décembre 2023. Le facilitateur sera basé à Bangui, en République centrafricaine.

Un budget de travail (work plan budget) total de 45.000<sup>1</sup> euros est prévu pour couvrir les coûts de fonctionnement tels que le support administratif et financier dédié, les missions de terrain, location et frais de bureau (y inclus frais pour meubles, communication et internet, électricité, eau, nettoyage et entretien, etc.), déplacements nationaux en dehors de Bangui, déplacements internationaux (per-diem inclus) et ceux pour l'organisation d'atelier et la participation des parties prenantes nationales. Cette disposition est déjà intégrée dans le modèle financier (annexe 7 de ce document d'appel d'offre). Ces dépenses seront budgétisées dans le plan de travail trimestriel qui sera soumis à l'approbation par EFI avant sa mise en œuvre.

Les honoraires de l'expert incluront les coûts liés aux déplacements locaux (à Bangui), assurances professionnelles, moyens de travail non-inclus dans les frais de bureau (laptop, téléphone) et toutes les taxes, impôts et autres redevances liés à son activité ainsi que les coûts éventuels liés à l'expatriation en RCA (voyages, logement, visas).

---

<sup>1</sup> Montant inclus dans la proposition financière Annex 7 (Financial proposal form) et à conserver comme tel lors de la soumission par le contractant.

## 2. TENDER DOCUMENTATION

---

### 2.1 Administrative Documentation

The tender shall include the following documentation, properly filled out and signed:

- Cover letter (Annex 1)
- Identification form (Annex 2) including supporting documentation
- Bank identification form (Annex 2a)
- Declaration on Exclusion Criteria and Absence of Conflict of Interest (Annex 3)
- Nomination of Expert form (Annex 4)
- Minimum criteria declaration (Annex 5)
- Consortium agreement (Annex 6) where applicable

### 2.2 Technical Proposal

In order to evaluate the tender against the minimum criteria and the award criteria A.I. – A.II. in section 3.1 and 3.2, the Tenderer shall submit a technical proposal consisting only of the following elements:

- 1) **A nomination of one Expert** to carry out the tasks in the Terms of Reference:

The Technical Proposal shall include CV in French or English of the nominated Expert.

The Tenderer shall be able to certify the information contained in the CV for the nominated Expert at EFI's request.

The CV shall have all the information as in the EuroPass CV

<https://europass.cedefop.europa.eu/documents/curriculum-vitae>

The Tenderer can use the EuroPass CV template or its own CV template.

- 2) **A description** of no more than two pages, in French or in English **making reference to the Terms of Reference and the previous experience of the Expert** – demonstrating an understanding of:

- FLEGT VPA processes and associated challenges, specifically in the Central African Republic or the Congo Basin region;
- Financial management of budget similar to the amounts and type of activities that will be covered by the budgeted work plan (work plan budget) for this assignment.

- 3) **A presentation** of no more than four pages in French or in English referring to the Terms of Reference and the previous experience of the nominated Expert – providing the proposed methodology for the implementation of the tasks (as listed under 1.3 above) under the following separate headings:

- Approach to facilitate multi-stakeholder processes with a wide and varied range of political, economic, community, civil society representatives (including high-level), manage potential conflicts and facilitate resolutions or offer solutions in case of blockages;

- Approach to support the implementation of the VPA between the Central African Republic and the EU;
- Approach for monitoring the FLEGT process and reporting to Parties.

### **2.3 Financial Proposal**

The Tenderer shall submit a financial proposal, which shall be completed by using the form in annex 7 and by following the instructions therein.

The full general conditions applicable to the payment of fees and per diem as well as the reimbursement of costs can be found in annex 8 (model contract).

### 3. EVALUATION OF TENDERS AND AWARD OF THE CONTRACT

#### 3.1 Minimum Criteria

The **Tenderer** nominated must meet the following operational criteria:

N°	Criteria description
M.I.	Experience within the last 3 year in supporting policy reforms in the Central African Republic/Congo Basin, and/or in providing technical assistance in development cooperation programmes in the forestry sector including technical, socio-economic, legal and policy aspects
M.II.	Having implemented one or several contracts with work plan budget of at least EUR 45,000 in the last five years (5) years

The **Expert** nominated must meet the following criteria:

N°	Criteria description
M.III.	University degree in public administration or environmental law or forestry or natural resource management or social sciences or business administration or any other related and suitable field of study relevant to the FLEGT VPA
M.IV.	Minimum of four (4) years working experience in the forest sector and/or or natural resource management and/or in multi-stakeholder governance processes (including a range of stakeholders with different interests) and/or in timber trade-related activities
M.V.	Professional proficiency in written and spoken French meaning that the expert can understand, speak and write in French as demanded with respect to all tasks covered by the Terms of Reference

Tenders not fulfilling the minimum criteria will be rejected.

#### 3.2 Award Criteria

Tenders which fulfil the minimum criteria will be evaluated using the following award criteria:

##### A. Technical component (maximum 75 points)

N°	Award criteria	Max points
A.I.	<b>Understanding of:</b>	<b>30</b>
i.	FLEGT VPA processes and associated challenges, specifically in the Central African Republic or the Congo Basin region	20
ii.	Financial management of budget similar to the amounts and type of activities that will be covered by the budgeted work plan (work plan budget) for this assignment	10
A.II.	<b>Proposed methodology for the implementation of the tasks</b>	<b>45</b>

i.	Approach to facilitate multi-stakeholder processes with a wide and varied range of political, economic, community, civil society representatives (including high-level), manage potential conflicts and facilitate resolutions or offer solutions in case of blockages	20
ii.	Approach to support the implementation of the VPA between the Central African Republic and the EU	15
iii.	Approach for monitoring the FLEGT process and reporting to Parties	10

The Technical component (TC) is calculated according to the following formula:

$$TC = A.I. + A.II.$$

**Tenders must receive a score of more than half of the maximum Technical component to be considered qualitatively acceptable.**

**Tenders not considered qualitatively acceptable will not be considered further.**

#### **B. Financial component (maximum 25 points)**

**Tenders presenting a total financial proposal (Fo) superior to the maximum contract value of EUR 115,000 (including EUR 45.000 for the work plan budget) will not be considered further.**

For tenders being considered, the Financial component (F) is calculated according to the following formula:

$$F = (F_{min} / F_o) \times 25$$

where

**Fmin** is total sum in the tender in the evaluation with the lowest total financial proposal; and

**Fo** is the total sum in the financial proposal being considered.



**C. Most economically advantageous tender**

A combined score (CS) will be calculated according to the following formula:

$$CS = TC + F$$

The Tenderer with the highest combined score (CS) for Technical component (TC) and Financial component (F) will be awarded the Contract.

Where two or more tenders have an equal combined score the contract will be awarded according to the highest score for the financial component (F).

**4. VALIDATION OF LEGAL AND FINANCIAL CAPACITY**

---

**A. Validation of legal capacity**

Following award of the contract, before the contract can be signed by EFI the following documentation must be provided by the Tenderer having been awarded the contract:

- i. Legal entities
  - Proof of registration or similar that the entity is established under national or international law
  - Authorisation for signatory
  
- ii. Natural persons
  - A copy of a valid passport for the natural person
  - Signed declaration, confirming that the natural person may exercise rights and be subject to obligations
  
- iii. Consortia
  - If a tender or application is submitted by a consortium, the above requirements apply for all members of the consortium.

**B. Validation of financial capacity**

Tenderers awarded a grant or contract, respectively, must provide the following documentation before a contract can be signed by EFI: Profit and loss account, Balance sheet, Explanatory notes that form part of the above-mentioned financial statements.

The requirement to submit documentation will not apply if the Tenderer awarded the contract is:

- a public body
- a consortium where one participant is a public body
- a natural person

Documents are to be submitted in French or English or as a certified translation to French or English.

EFI can waive the requirement if the required documentation is not available and not required under statutory applicable law, in which case a self-declaration will be required.

If an application or tender is submitted by a consortium, the required documentation is to be submitted by all entities in the consortium.

Special requirements apply for the following types of entities:

- Subsidiaries: if own financial statements are not prepared, subsidiaries may provide consolidated accounts and the audit report of the parent company it belongs to if:
  - The subsidiary is exempt under national law from statutory audits;
  - Only consolidated statements of the parent company the entity belongs to are available; and
  - The parent company assumes joint liability for all debts of the subsidiary
- Entities operating cash-based accounting, must provide:
  - Bank statements containing information on available cash, savings, short and long-term bank debts
  - Signed declaration on liabilities (short and long-term payables and other non-bank debts, and assets (fixed assets, short and long-term receivables)
- Newly established entities that have not yet closed accounts must provide:
  - Estimated financial data in a business plan or similar document

### **C. Submission of documentation**

The Tenderer awarded the contract must submit the required documentation under 4A and 4B within a deadline set by EFI. If the documentation is not submitted within the deadline EFI will in a new decision reject the tender.

## **ANNEXES**

---

Annex 1	Cover letter
Annex 2	Identification form
Annex 2a	Bank identification form
Annex 3	Declaration on exclusion criteria and absence conflict of interest
Annex 4	Nomination of Experts form
Annex 5	Minimum criteria declaration
Annex 6	Consortium agreement
Annex 7	Financial Proposal form
Annex 8	Model contract
Annex 9	Per diem rates